

Pouvoir d'emprunt—Loi

surface. Comme il ne faut pas mettre du sel dans nos carters, il faut bien sûr l'extraire, ce qui contribue encore à faire grimper le coût.

Une voix: C'est une machination libérale.

M. Malone: Ce serait en effet digne des libéraux.

Une voix: Ça leur salera le carter.

Une voix: Nous avons maintenant du sel dans nos carters.

M. Malone: Lorsqu'il est devenu impossible de faire monter le pétrole à la surface par la méthode dite de la saumure chaude, nous sommes passés à celle de l'injection de gaz carbonique sous pression. C'est la méthode qui sert aujourd'hui. Le pétrole ainsi obtenu nous coûte \$13.75 le baril. Il ne nous reste plus que pour 11 ans d'approvisionnements de pétrole traditionnel, et c'est tout. Les Canadiens devraient savoir que 70 p. 100 de ces nappes de pétrole sont encore sous terre. Le problème, c'est que si nous avons recours à une autre méthode de récupération secondaire pour obtenir des quantités importantes de ce pétrole, il nous coûtera presque \$50 le baril. Bien sûr, le choix est fait. La récupération secondaire est laissée aux techniques de pointe et à un avenir plus ou moins éloigné.

Entre temps, nous sommes passés au pétrole des sables bitumineux. Je n'en reviens pas que les Canadiens ignorent qu'il en coûte davantage pour extraire le pétrole que pour le pomper. Dommage qu'ils ne puissent voir l'extraction, à partir des sables bitumineux, d'un pétrole qui nous coûte de \$20 à \$21 le baril. Ils verraient toutes sortes de machines dont des camions aux roues tellement grandes que la tête d'un homme debout n'atteint même pas l'essieu arrière. Et je dirais même que ce projet ne se compare qu'à celui de la baie James. L'extraction pétrolière et les coûts astronomiques qu'elle représente ainsi que le fait que les projets d'exploitation des sables bitumineux ne sont pas rentables actuellement sont autant de facteurs qui devraient nous amener à penser qu'il doit y avoir moyen d'avoir recours à des ressources canadiennes, d'employer des Canadiens, de développer des industries canadiennes dans le centre du pays pour y fabriquer l'acier, les tuyaux et les valves et les expédier là où ils sont nécessaires partout au Canada afin d'exploiter ces ressources. Cela dénote une différence de mentalité, que je constate, entre le gouvernement libéral et ceux qui voudraient se développer et s'épanouir dans notre pays. Il existe une différence entre ceux qui recherchent l'exercice du pouvoir à Ottawa, ceux qui veulent emprunter sans se soucier des conséquences de ces emprunts, ceux qui veulent acheter du pétrole...

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Thunder Bay-Atikokan (M. McRae) invoque le Règlement.

● (2150)

M. McRae: Monsieur l'Orateur, le député accepterait-il de répondre à une question sur ce point?

M. Malone: Monsieur l'Orateur, il s'agit plutôt de savoir si le député peut en poser une.

M. McRae: Le député vient de dire que la récupération secondaire coûterait environ \$50 le baril. Peut-il justifier ce

montant? J'ai entendu dire que cela coûterait \$7 ou \$8 le baril, mais à ma connaissance on n'a jamais parlé de \$50 le baril. Comment le député est-il parvenu à ce coût pour la récupération secondaire?

M. Malone: Monsieur l'Orateur, je ne savais pas que j'aurais à faire subir au député un traitement secondaire. Je le répète, ce n'est pas le prix actuel de la récupération secondaire. J'ai mentionné deux étapes, celle de la saumure chaude et celle du gaz carbonique et j'ai dit que lorsque ces deux méthodes ne donneront plus de résultat, nous passerions à l'étape suivante de récupération secondaire et, avec les techniques actuelles, ce serait là le coût du pétrole extrait. J'ai dit que nous manquerions de pétrole dans 11 ans environ et que nous devrions par conséquent avoir recours aux sables bitumineux.

J'invite le député à être attentif car, comme le député de Fraser Valley-Ouest (M. Wenman) l'a dit hier soir, les députés d'en face se trompent sur l'humeur des Canadiens. La confédération est fragile. L'humeur dans l'Ouest est telle que j'aime mieux ne pas y penser. Toutes les semaines, j'entends mes électeurs parler de séparation. Je parle avec ceux qui proposent la séparation et je les écoute. J'en suis venu à la conclusion qu'ils n'expriment pas un souhait ou un désir, mais leur mécontentement.

M. Regan: Oh, oh!

M. Malone: Il est à noter que pendant que je parle de l'un des graves problèmes que nous avons, le ministre des sports m'interrompt comme s'il n'avait pas besoin de prêter attention à cette région du Canada.

M. Regan: Je n'ai certainement pas besoin de prêter attention à pareilles bêtises.

M. Paproski: Contentez-vous d'encaisser le chèque.

M. McDermid: Il va dans l'Ouest pour critiquer tout et rien.

M. Malone: L'autre vieux mythe qu'il faut démolir a trait à l'OPEP. Il n'y a aucun doute que cette organisation est née à cause d'un cartel malheureux et injuste qui existait il y a plus de dix ans. L'OPEP a vu le jour à cause du prix très injuste et extraordinairement bas que cinq compagnies pétrolières américaines actives au Moyen-Orient avaient imposé. Elles maintenaient le prix du pétrole si artificiellement bas que les pays qui allaient plus tard constituer l'OPEP en vinrent à la conclusion qu'ils ne pouvaient plus tolérer cette situation plus longtemps. C'est alors qu'ils constituèrent l'organisme connu sous le sigle OPEP. J'allais en énumérer les pays membres, mais ce n'est pas nécessaire. Ces pays, unis sous l'égide de l'OPEP, découvrirent qu'ils constituaient une puissance mondiale.

Mais l'OPEP ne constitue plus un cartel aujourd'hui. Elle en constituait bien un en 1972 et en 1973, mais il suffit d'examiner la liste des pays membres et de constater les grandes différences dans les prix du pétrole qu'ils affichent pour conclure qu'il ne s'agit guère d'un cartel aujourd'hui. Par exemple, le baril de pétrole se vend \$28 en Arabie Saoudite, \$36.71 au Nigeria, \$35 en Iran, \$36 en Équateur, \$29 au Koweït, \$31 au Qatar, \$30 en Irak, \$36 en Lybie, \$31 en Indonésie, \$35 en Algérie et \$31 au Venezuela. Un cartel se dit d'un groupe qui s'entend pour fixer le prix d'une denrée.